

Cette guerre subversive menée contre la France et son identité



La menace n'a jamais été aussi sérieuse qu'aujourd'hui. Et les Français n'en ont pas encore véritablement pris conscience. Ils doivent comprendre qu'ils sont directement menacés dans leur identité, leur manière de vivre par des gens qui les haïssent pour ce qu'ils sont.

Le racisme anti-Blanc, autrement appelé leucophobie. Un phénomène longtemps caché et nié par les élites et la sphère politico-médiatique. Un Noir ne pouvait, par définition, être accusé de racisme. Le racisme, c'était forcément le fait des Blancs. Et voilà que la jeune présidente de l'Unef, Mélanie Luce, lâche le morceau lors d'une interview au cours de laquelle elle défend l'organisation de réunions « non mixtes » pour « permettre aux personnes touchées par la racisme de pouvoir exprimer ce qu'elles subissent ».

Comment ? C'est quoi, des réunions non mixtes ? Eh bien ce sont des réunions réservées aux gens de couleur. Donc

interdites aux Blancs. On croit à une plaisanterie ! On se dit que c'est impossible dans la France de 2021 d'avoir ce genre de discours raciste. Imagine-t-on des étudiants organisant une réunion qui serait interdite aux Noirs ? Impensable ! Ce n'est pas dans la mentalité de nos jeunes, sans parler des éventuelles poursuites devant la 17e chambre correctionnelle ! Mais pour la présidente de l'Unef, il n'y a rien de plus normal que d'organiser des « ateliers » réservés à des personnes « racisées ».

Ceux qui ont connu l'Unef de la grande époque ne reconnaissent plus ce syndicat étudiant autrefois considéré comme « l'écurie du Parti socialiste », sa « pouponnière », qui a formé la plupart des cadres du PS. Les Manuel Valls, Arnaud Montebourg, Serge July, Alain Bauer ou Julien Dray, pour ne citer que ceux-là, ont milité à l'Unef, un syndicat qui se voulait laïc, républicain, attaché aux valeurs humanistes et universalistes. Aujourd'hui le plus ancien syndicat étudiant – il a été fondé en 1907 – est devenu un groupuscule communautariste anti-Blancs engagé dans un combat idéologique, indigéniste et racialisé qui organise des « stages d'été décoloniaux interdits aux Blancs ».

Et cela ne semble pas émouvoir les autorités qui, loin de poursuivre les organisateurs pour provocation à la discrimination raciale comme le prévoit la loi, continuent à verser à cette organisation politique d'ultra-gauche des subventions publiques qui se sont élevées à 458 000 euros en 2019 et 2020 (source Wikipédia). Mais que fait donc le ministre de l'Intérieur face à ces dérives communautaristes ? Pourquoi le procureur de Paris ne diligente-t-il pas des poursuites contre les responsables de ce groupuscule d'activistes racistes ?

Deux poids, deux mesures

Le gouvernement a pris la décision de dissoudre « Génération Identitaire » alors que ce mouvement de jeunes patriotes

n'avait jamais été condamné. Éric Zemmour, le chroniqueur vedette de CNews, a été poursuivi et condamné à plusieurs reprises pour « provocation à la discrimination raciale » et « injure et provocation à la haine » pour moins que ça ! C'est toujours la règle du deux poids, deux mesures ! Et cela en dit long, soit dit en passant, sur ce qu'est devenue la liberté de la presse dans notre pays !

La polémique née des propos de la jeune présidente de l'Unef commençait tout juste à s'apaiser quand Audrey Pulvar en a remis une couche. « Je préfère les réunions réservées aux Noirs plutôt qu'interdites aux Blancs », a expliqué l'ancienne journaliste télé, tête de liste du PS pour les élections régionales, avant d'ajouter : « mais si des Blancs y participent, ils sont priés de se taire ».

Nouveau tollé à droite et au sein de la majorité présidentielle. On croit rêver ! Somation est faite aux Blancs de la fermer. On veut bien les tolérer, à condition qu'ils soient spectateurs, qu'ils écoutent, mais pas question qu'ils interviennent dans le débat. Silence radio chez les socialistes et Anne Hidalgo, dont Pulvar est l'adjointe à la mairie de Paris. Seul Manuel Valls marque sa désapprobation parlant du « naufrage politique, culturel de la gauche ».

Tout cela pourrait paraître futile, voire anecdotique si ces événements ne s'inscrivaient pas dans une offensive globale visant à déstabiliser notre pays en s'attaquant à notre identité, à nos symboles, à nos valeurs, bref, à ce que nous sommes et représentons pour ces populations venues d'ailleurs enfermées dans une logique victimaire peuplée de fantasmes et de haines recuites. On se souvient des appels lancés pour le déboulonnage de statues, celle de Colbert notamment, au motif que le ministre de Louis XIV avait élaboré le Code noir. Plus récemment c'est Annie Cordy qui est l'objet d'une polémique. Six mois après sa disparition, la chanteuse franco-belge est taxée de racisme pour sa chanson « Chaud cacao ». Il n'y a pas de limite à la bêtise !

Pour des raisons purement clientélistes, la gauche et l'extrême gauche soutiennent et encouragent ces dérives communautaristes. Aujourd'hui la lutte des races a remplacé la lutte des classes. L'immigré a pris la place de l'ouvrier qui vote désormais pour le Rassemblement national. Un électorat de substitution que le club de réflexion « Terra nova », proche du Parti socialiste, avait théorisé dès 2011 et sur lequel la gauche compte bien s'appuyer pour la prochaine présidentielle.

Alain MARSAUGUY